COMPOSITION

Les chemins de la puissance : les États-Unis et le monde depuis 1945.

Vous montrerez comment les États-Unis se sont adaptés aux mutations géopolitiques mondiales pour garder leur statut de puissance globale.

 Alors qu’en février 1991 la coalition internationale de près de 800 000 hommes sous mandat de l’Organisation des Nations Unies (ONU) s’élance pour libérer le Koweït, la puissance des États-Unis est à son zénith : Georges Herbert BUSH peut alors proposer au monde un Nouvel Ordre International (NOI) fondé sur le libre marché et la démocratie, garanti par l’extension du système des Nations Unies à la Terre entière. Dix ans plus tard quand les *Twin Tower* du *World Trade Center* (WTC) s’effondrent, l’ordre des choses semble s’être inversé : la détestation à l’égard des États-Unis est l’un des sentiments les plus partagés. Loin d’être la marque d’un déclin, cet aller-retour entre fascination et détestation est un des traits dominants des sentiments que l’Amérique inspire au Reste Du Monde (RDM) depuis 1945. Mais, détestés ou adulés, les États-Unis ont toujours su rester une puissance globale, hégémonique ou en oligopole, en fonction des périodes. Comment les États-Unis se sont adaptés aux mutations géopolitiques mondiales pour garder leur statut de puissance globale ?

\* \* \*

 La période qui va de la fin de la Seconde Guerre mondiale (2 septembre 1945, capitulation sans condition du Japon) à la conquête de la Lune (1969, Neil ARMSTRONG et la mission Apollo XI) apparait comme le premier apogée des États-Unis dans les relations internationales du 2ème XXe siècle. Les États-Unis exercent sur la moitié du globe un *leadership* géostratégique et idéologique, l’Amérique incarnant à la fois un idéal politique, économique et social.

 Les États-Unis ont d’abord mis en œuvre (1944) les dispositions arrêtées pendant la guerre et bâtis un système économique et diplomatique mondial. Le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD, qui forme l’embryon du *World Bank Group*, WBG), basés à Washington (*District of Columbia*, *DC*) assurent un Système Monétaire International (SMI) gagé (À +/- 10% de variations) sur le dollar, lui-même immédiatement convertible en or grâce aux réserves exceptionnelles stockées aux États-Unis. L’Organisation des Nations Unies (ONU), basée à Genève (Suisse) et New York (États-Unis), est censée garantir au monde une diplomatie transparente et des solutions pacifiques aux crises internationales. Les États-Unis assurent à leurs alliés une protection sans faille : en 1947 les États-Unis mettent en œuvre le plan de reconstruction (Le plan MARSHALL, 1947-1951) assurant une aide financière et industrielle massive (Plus de 12,5 milliards de dollars or versés aux États européens de 1948 à 1951). Dans le même temps ils lient leurs alliés à un système mondial d’échanges économiques libéralisés (*General Agreement on Tariff and Trade*, GATT, 1947-1995) et d’alliances militaires avec les États européens (Organisation du Traité de l’Atlantique Nord, OTAN, en 1949) arabes (Pacte de Bagdad, 1955), asiatiques (Organisation du Traité de l’Asie du Sud-Est, OTASE, 1954) et latino-américains (Où l’École des Amérique forme les officiers). Ces systèmes d’alliance à échelle mondiale visent à contenir l’expansion du communisme impulsé par l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) dans un contexte de « Guerre froide » (1947-1991). C’est la doctrine TRUMAN exposée le 12 mars 1947 devant le Congrès des États-Unis : « […] Je crois que la politique des États-Unis doit consister à soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d’asservissement […] ». L’expansion du communisme en Asie (Création de la République Populaire de Chine, RPC, 1949, création de la République Populaire du Vietnam-Nord, RPVN, en 1954) conduit à l’adoption de la Doctrine EISENHOWER (1952-1960) de « *Roll Back* » qui vise à refouler les guérillas communistes. C’est la « théorie des dominos » qui postule qu’un État communiste entraîne l’adoption du communisme chez tous ses voisins. Les États-Unis s’engagent alors dans des guerres pour défendre leurs alliés : entre 1950 et 1953 ils s’engagent en Corée, en 1958 ils interviennent au Liban, à partir de 1962 ils s’engagent au Vietnam (1962-1975) et en 1965, au nom de la doctrine MONROE (1823, « L’Amérique aux Américains »), ils s’engagent en République dominicaine. Sous l’impulsion de John Foster DULLES, Secrétaire d’État de 1953 à 1959, les États-Unis adoptent la doctrine des « représailles massives » (1954) qui promet à l’URSS un bombardement nucléaire de grande ampleur si les alliés des États-Unis venaient à être submergés par l’URSS.

 L’affirmation du *leadership* américain sur le monde capitaliste ne passe pas seulement par l’expression de sa puissance économique ou politique et militaire. Les États-Unis séduisent une large partie de la population mondiale en Europe de l’Ouest, en Asie du Sud - Est et en Amérique latine. C’est l’*American Way of Life*, le mode de vie basé sur la société de consommation (Production de masse, consommation de masse), qui incarne la réussite sociale et économique des États-Unis. La culture de masse américaine se diffuse par le cinéma, la télévision, la musique, les radios. Ces produits industriels voient leurs prix baisser grâce aux innovations (Technicolor au Cinéma, transistors dans les radios) largement venues elles aussi des États-Unis. Les succès cinématographiques au Box office mondial sont américains :  les *Dix commandements* (1956), *Ben Hur* (1959), *Le jour le plus long* (1962), racontent une Amérique heureuse, sûre de ses valeurs (politiques ou religieuses) et de son bon droit, portée par la « destinée manifeste » (O’SULLIVAN, 1848) et « l’exceptionnalisme américain » (Talcott PARSONS). Les femmes sont fatales, les héros virils, les histoires linéaires. La première place est faite à la capacité des protagonistes à se sortir seuls des situations les plus délicates. L’Amérique reste libérale et chacun doit retrouver la mentalité des pionniers qui ont bâti l’Amérique. Les *cartoons* de Tex Avery, par exemple, produits par *Warner Bros* puis la *Metro Goldwin Meyer* (MGM) racontent la victoire inlassable de la débrouillardise individuelle et de la solidarité des gentils face à des méchants (Le loup qui symbolise d’abord les Nazis puis les communistes) caricaturaux et libidineux. Les *Pin Up* en détresse, récurrentes, font directement signe aux stars planétaires que sont Liz TAYLOR, Ava GARDNER, ou Marilyn MONROE, entre autres. Les dessins animés de Walt DISNEY mettent en scène pour les enfants la victoire du bien sur le mal, même quand tout semble perdu, et vantent la puissance du spirituel et de la confiance en soi. Le Jazz jusqu’aux années 1950’ (Les *Andrews Sisters* mais aussi Louis ARMSTRONG), le Rock ensuite (Et Elvis PRESLEY) représentent l’essentiel de l’univers sonore de milliards d’individus. C’est le *Soft Power*, la capacité à séduire. De fait le monde s’américanise, du moins dans la mode vestimentaire et culinaire et dans l’adoption des comportements économiques. Ce qui n’est certainement pas le fonds d’une culture politique de démocratie politique et de liberté d’expression. Mais qui représente tout de même une victoire idéologique majeure dans ce contexte de « Guerre froide ». Pour des milliards d’hommes et de femmes les États-Unis représentent le progrès technique, scientifique et moral. La conquête spatiale (Alunissage en 1969) vient conforter cette conviction profonde que l’avenir, c’est l’Amérique qui l’incarne.

 L’Amérique a pourtant des zones d’ombre. Le modèle se fissure avec la « lutte pour les droits civiques » (*Civil Rights*) tandis que l’interventionnisme américain est de plus en plus ressenti comme un impérialisme insupportable. Détestée, défaite, humiliée entre 1969 (*Summer Love*) et 1979 (Crise iranienne) les États-Unis vont cependant savoir changer de modèle la décennie suivante pour rester la première puissance mondiale (1979-1991).

 De 1969 à 1979 c’est la décennie de la honte. La détestation de ce que les États-Unis ont incarnés dans les décennies précédentes vient d’abord de la société américaine elle-même qui se remet en cause, elle vient aussi du Reste Du Monde. La société américaine en effet est en crise. Le modèle blanc anglo-saxon protestant (*White Anglo-saxon Protestant*, WASP) est rejeté par la jeunesse du *Baby Boom* et par les minorités. Les Africains-Américains sont victimes aux États-Unis de ségrégation : exclus *de jure* ou *de facto* de la vie politique, marginalisés à la périphérie des villes dans des ghettos, en situation de dépendance économique et cantonnés à des emplois subalternes, ils entament à partir du milieu des années 1950’ (Montgomery, 1955, avec Rosa PARKS et le pasteur Martin Luther KING Junior de la *South Christian Leadership Conference*, SCLC) une lutte pour la reconnaissance de leurs droits civiques. Mais, si la ségrégation est progressivement déclarée anticonstitutionnelle par la Cour Suprême des États-Unis (1954, *Board of Education versus Brown*), la situation économique des Noirs reste précaire. Pauvres ils sont aussi massivement engagés au Vietnam, car les classes moyennes et aisées envoient leurs enfants à l’université et dans la Garde Nationale (Comme G.W. BUSH qui fait la guerre du Vietnam au Texas, 1970). Des émeutes éclatent dans les grandes métropoles américaines (Los Angeles en 1965, Chicago en 1968, New York en 1969) ou les *Black Panthers* fédèrent les jeunes autour d’un programme d’ascension sociale de la communauté. Les assassinats des *leaders* comme MALCOLM X (1965) puis Martin Luther KING (1968) et leurs allés comme Robert « Bobby » KENNEDY (1968) accentue la radicalisation d’une jeunesse sacrifiée. La population blanche elle-même peine à trouver ses repères : les massacres opérés par l’armée fédérale au Vietnam comme à My Lai, 1968, les coups d’État organisés contre des dirigeants démocratiquement élus (Coup d’État du général PINOCHET contre le président Salvador ALLENDE au Chili en 1973), le scandale des écoutes téléphoniques du siège du Parti Démocrate dans l’immeuble du *Water Gate* et la démission (1974) du président NIXON (Républicain) impliqué ont fait perdre au modèle américain toute légitimité. Sur le plan international la situation s’est gravement détériorée aussi : la révolution islamiste en Iran (1979) et la prise en otage des diplomates américains (1979-1980), la montée en puissance de la Communauté Économique Européenne (CEE) avec ses élargissement successifs (1973, 1981), le basculement dans bloc soviétique de colonies portugaises situées sur la route du pétrole (1975), la fuite des stocks d’or, les chocs pétroliers (1973-1974 et 1979) achèvent de déconsidérer et d’affaiblir les États-Unis sur la scène internationale.

La décennie 1979-1991 marque le retour en force des États-Unis sous la houlette des trois mandats républicains (Ronald REAGAN, 1980-1988 et Georges Herbert BUSH, 1988-1992) mais au prix d’un changement de modèle économique et social. On connaît le slogan (*America is back !*) avec lequel les Républicains font élire en 1980 l’un des plus radicaux d’entre eux. Ancien président du syndicat des acteurs (1947-1959) et ancien gouverneur de Californie (1967-1975), Ronald REAGAN et son vice-président Georges H. BUSH font partie de la droite radicale américaine : partisans de l’interventionnisme militaire en politique étrangère (Aide militaire aux talibans d’Afghanistan et à leurs alliés les volontaires arabes comme Oussama BEN LADEN, interventions militaires au Liban en 1982, à Grenade en 1983, au Koweït en 1991, au Panama contre le général narcotrafiquant NORIEGA, 1989) ils durcissent le ton dans les discours (Programme d’Initiative de Défense Stratégique, IDS, installation de fusées nucléaires Pershing II en Europe de l’Ouest, 1984). Mais derrière ces discours agressifs ils entament un dialogue, dès 1985, avec Mikhaïl GORBATCHEV, secrétaire général du Parti Communiste d’Union Soviétique, (PCUS) élu sur un programme de réforme économique (*Pérestroïka*, libéralisation) et politique (*Glasnost*, transparence). Cela permet d’obtenir la chute des régimes communistes d’Europe de l’Ouest (1989, chute du mur de Berlin, 1989-1991, « Révolutions de Velours ») et la fin de la Guerre en Afghanistan (1979-1988) et dans le Golfe arabo-persique (Guerre Iran-Irak, 1980-1988). Dans le même temps la société américaine a connu des transformations brutales et de grande ampleur. Les Républicains entament un démantèlement systématique du *Welfare State* de Roosevelt et de ses successeurs démocrates : les services de santé et d’éducation sont abandonnés à leur sort, le marché financier est dérégulé, faisant la fortune des banques de *Wall Street* et des fonds de pensions privés, les impôts sur les classes sociales fortunées sont abaissés, l’État passe des commandes d’armes et de matériel militaire massives sous couvert de modernisation de son arsenal de défense. L’activité économique est déréglementée, les rentrées fiscales s’effondrent, le budget explose, l’endettement est record. C’est « l’économie vaudou » selon Georges H. BUSH. Le redémarrage économique a lieu dès 1984, ponctué de *krachs* boursiers retentissants (1987). Mais les États-Unis incarnent à nouveau le modèle de réussite économique (Libéralisme sans frein ni complexe) et politique (*Hard power*). Leur engagement dans la Guerre du Golfe (1990-1991) va parachever ce statut de *leader* mondial.

 Les vingt ans qui séparent la libération du Koweït (1991) de la réélection de Barack Hussein OBAMA (2012) sont aussi constitués d’un mouvement de retournement permanent du statut international des États-Unis. Après avoir exercé leur rôle d’hyper-puissance (1991-2001) ils sont maintenant, après une période de doutes (2001-2008), ce que les stratèges américains appellent le « *Global player* ».

 Incontestablement la décennie 1991-2001 est celle de l’hyper-puissance. Même si, avec le recul, elle paraît moins spectaculaire qu’elle ne le fut pour les contemporains. Les États-Unis orchestrent sous mandat de l’ONU la libération du Koweït envahit par l’armée irakienne de Saddam HUSSEIN. Près de 1 millions d’hommes dont 700 000 soldats américains participent à l’opération « *Desert Storm* ». À l’occasion de la libération du Koweït et de la sécurisation de sa frontière, le président Gorges Herbert BUSH énonce les règles du Nouvel Ordre International (NOI) qu’il souhaite mettre en œuvre : primauté de l’ONU et du multilatéralisme, droit des peuples à disposer d’eux-mêmes dont le droit du peuple palestinien à avoir un État, mise à la disposition de la sécurité collective de l’immense arsenal militaire américain. L’ONU, les États-Unis et leurs alliés, dont la Fédération de Russie survivante de la disparition de l’URSS (25 décembre 1991), se lancent dans un activisme sans précédent : en 1991 l’ONU intervient en Somalie pour mettre fin à la famine et à la guerre civile (1991-1993). C’est opération « *Restore Hope* » solidement appuyée par les États-Unis. En 1993 Bill CLINTON parachève les accords d’Oslo-Washington entre l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de Yasser ARAFAT et le Premier Ministre d’Israël, Yitzhak RABIN, ce qui permet le retour d’exil des dirigeants palestiniens (1996), enfin, Nelson MANDELA, dirigeant de l’*African National Congress* (ANC) qui lutte contre les discriminations raciales en Afrique du Sud, plus ancien prisonnier politique du monde, est libéré et devient (1994) le premier président noir de la nation arc-en-ciel. Bill CLINTON propose de régionaliser la sécurité collective : c’est l’*enlargment*. Tout semble possible. Francis FUKUYAMA (1992) prédit « La fin de l’Histoire » dans un monde tout entier convertit à la démocratie et au libre marché (*La fin de l’Histoire ou le dernier homme*). L’Organisation Mondiale du Commerce (OMC, Genève) prend la suite du GATT (1995) et organise le passage des économies nationales vers un espace économique mondial dérégulé et libéralisé. Pourtant, derrière l’euphorie apparente, des crispations ont lieu. Le passage de l’économie socialiste vers l’économie de marché s’est mal fait en Europe, ruinant des dizaines de millions de travailleurs qui se tournent vers les formations d’extrême-droite et le confessionnalisme. L’éclatement de la Yougoslavie se transforme en purification ethnique généralisée puis en génocide anti-bosniaque (1993-1994). En Afrique, la chute des régimes dictatoriaux s’accompagne de génocides (Rwanda, 1994). Dans le monde musulman cette désespérance est récupérée par des mouvements religieux extrémistes. Les États-Unis, qui s’étaient vantés d’amener au monde une ère de prospérité, sont tenus pour responsables, et profiteurs, des échecs. Les attentats se multiplient contre eux, dans le golfe arabo-persique (Attentat contre le navire de guerre *USS Cole*, 2000), par exemple mais aussi en Tanzanie et au Kenya.

Rien n’avait préparé le monde ou les décideurs américains au choc du 11 septembre 2001. Au matin, quatre avions de ligne américains survolant le territoire des États-Unis sont détournés par des terroristes se revendiquant d’*Al Qaïda* (La Base), l’organisation djihadiste révolutionnaire d’Oussama BEN LADEN. Deux s’écrasent contre les *Twin Towers* du *World Trade Center* (WTC) de New York entraînant la destruction complète du complexe d’affaires. Un 3e s’écrase sur le Pentagone, siège de Département de la Défense et quartier général des forces armées des États-Unis, un 4e s’écrase en Pennsylvanie. 3 000 morts, pour la plupart morts en direct filmés par les chaînes d’informations continues, images reprises en boucle dans ce qui fut le premier événement planétaire du XXIe siècle. Pour les Américains l’ampleur du crime et sa gratuité appellent une vengeance immédiate. Pour Georges Walker BUSH, élu péniblement grâce à des fraudes massives en Floride dont son frère *Jebb* est gouverneur, l’occasion est inespérée de souder le peuple américain atour des « faucons » du parti républicain. Une coalition internationale est dépêchée (2001) en Afghanistan pour appréhender BEN LADEN (Tué en 2011). Mais les Républicains américains vont perdre peu à peu tous leurs soutiens dans le monde. Reprenant les thèses de Samuel HUNTINGTON (*Le choc des civilisations*, 1996) leur guerre contre le terrorisme devient une croisade contre les musulmans, et les *Rogue States* : leur intervention en Irak (2003) meurtrière et stérile, se fait sans mandat international. Les tortures, les prisons spéciales dans les pays alliés, les images volées montrant des prisonniers humiliés, le statut juridique aberrant des terroristes retenus dans la prison militaire de Guantanamo (Cuba) déconsidèrent l’administration BUSH, pourtant réélue (2004). Détestés, les États-Unis sont aussi ruinés : dès 2008 la crise des crédits hypothécaires se transforme en crise mondiale des dettes souveraines. Le Parti républicain est accusé d’avoir amené le pays à la ruine pour défendre ses intérêts partisans. C’est l’élection du premier président noir, Barack Hussein OBAMA, (2008 et 2012), qui amène un regain de détente : Prix Nobel de la Paix (2008) OBAMA s’attache au désengagement d’Irak (2011) et d’Afghanistan (2014), et appuie les « révolutions arabes » (2011-2013) et la chute des dictateurs (KHADAFI en Lybie en 2012). Pourtant, derrière l’apparent multilatéralisme, OBAMA apparaît de plus en plus comme un président isolationniste.

\* \* \*

 De 1941 (*Charte de l’Atlantique*) à 1991 (Chute de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques, URSS), les États-Unis exercent une sorte de condominium sur le monde et font figure de champions du « Monde libre ». Sacrés hyper-puissance par le malicieux Hubert VÉDRINE ils apparaissent essentiellement aujourd’hui (2014) comme les *Global player* : seuls ils ne peuvent rien. Sans eux rien ne peut se faire. Même affaiblis ou tiraillés par le sens à donner à leurs relations internationales, les États-Unis restent cependant la 1ère puissance mondiale.

SOURCES :

**ADOUMIÉ** (Vincent) et **FOUCHARD** (Dominique), sous la direction de, *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminale S*., 2014, Paris, aux éditions Hachette – Éducation, 223 pages, 62 et suivantes consacrées au thème II « Grandes puissances et conflits dans le monde depuis 1945 », la question intitulée « Les États-Unis et le monde depuis 1945. », ISBN 978-2-01-135615-4.

**BOUREL** (Guillaume) et **CHEVALLIER** (Marielle), sous la direction de, *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminales L-ES.* , 2012, Paris, aux éditions Hatier, 408 pages, plus particulièrement les pages 178 et suivantes consacrés à la question des « États-Unis et le reste du monde depuis 1918 » et les pages 196 et suivantes pour la période post Seconde Guerre mondiale, ISBN 978-2-218-96114-4.

**BOUREL** (Guillaume), **CHEVALLIER** (Marielle), **CIATTONI** (Annette) et **RIGOU** (Gérard), sous la direction de, *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Histoire-Géographie. Terminale S*., 2012, Paris, aux éditions Hatier, 227 pages, plus particulièrement les pages 70 et suivantes consacrées à la question « Enjeux et recompositions géopolitiques du monde. » et l’étude « Les chemins de la puissance : les États-Unis et le monde depuis 1918. », ISBN 978-2-218-96119-9.

**DAGORN** (René-Éric), sous la direction de, avec **BARRIÈRE** (Philippe), **CARUSO** (Olivier), et **CONSIL** (Jean-Michel), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Programme 2012. Histoire-Géographie. Terminale S*. , 2012, Paris, aux éditions Belin, 223 pages, plus particulièrement les pages 62 et suivantes consacrées à la question « Enjeux et recompositions géopolitiques du monde. » et essentiellement les pages 64 à 87 consacrées à l’étude « Les chemins de la puissance : les États-Unis et le monde depuis les « 14 points » du président Wilson (1918) », ISBN 978-2-7011-6266-9.

**ZACHARY** (Pascal), sous la direction de, *Questions pour comprendre le XXe siècle. Histoire Premières L/ES/L*., 2011, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », en partenariat avec ISTRA, 384 pages, pages 152 et suivantes pour l’étude de la « Guerre froide, conflit idéologique, conflit de puissance. », ISBN 978-2-01135551-5